



## **LES ENTRETIENS GRANDES CULTURES - SOCIETE**

**9 EXPERTS REFLECHISSENT A UN MONDE DURABLE**

**Dossier de presse**



**Livret téléchargeable sur [www.agriculture-contributive.fr](http://www.agriculture-contributive.fr)**

**Contact presse :**

**Olivia Ruch 01 44 31 10 36 / 06 83 82 32 28**

## SOMMAIRE

<b>RESUME .....</b>	<b>3</b>
<b>Jean-François GLEIZES .....</b>	<b>5</b>
<b>« L'agriculture réussira si elle répond aux attentes de la société ».....</b>	<b>5</b>
<b>François EWALD .....</b>	<b>6</b>
<b>« Agriculture : une position centrale et fondamentale» .....</b>	<b>6</b>
<b>Dominique MOÏSI .....</b>	<b>8</b>
<b>« L'agriculteur devient un acteur stratégique » .....</b>	<b>8</b>
<b>Jean VIARD .....</b>	<b>10</b>
<b>« Passer du monde rural au monde durable ».....</b>	<b>10</b>
<b>Pierre RADANNE .....</b>	<b>12</b>
<b>« L'enjeu du 21<sup>ème</sup> siècle sera d'optimiser la gestion de la ressource ».....</b>	<b>12</b>
<b>Jean-Robert PITTE.....</b>	<b>14</b>
<b>« Nous avons la capacité de nourrir 10 milliards d'individus » .....</b>	<b>14</b>
<b>Jean-Paul JAMET .....</b>	<b>16</b>
<b>« La revanche de l'offre » .....</b>	<b>16</b>
<b>Jean-Pierre POULAIN .....</b>	<b>18</b>
<b>« Une fenêtre d'opportunités pour le monde agricole » .....</b>	<b>18</b>
<b>Jean-Paul BETBEZE.....</b>	<b>20</b>
<b>« Pour une stratégie de croissance avec l'agriculture » .....</b>	<b>20</b>
<b>Michel GRIFFON.....</b>	<b>22</b>
<b>« L'agriculture nourrira le monde, si... » .....</b>	<b>22</b>

## RÉSUMÉ

Voici neuf regards sur la question de la rencontre entre agriculture(s) et monde(s) qui changent. Neuf interpellations pour aider les agricultures à exprimer leur capacité contributive aux évolutions nécessaires et souhaitables pour les citoyens, les consommateurs, les populations, leurs milieux, leurs organisations, leurs activités. Neuf interpellations aussi pour les instances qui décideront des conditions dans lesquelles ces contributions pourront s'exprimer au service des sociétés humaines.

Voici neuf manières de penser, d'espérer et d'agir.

**Ce qui les réunit**, c'est le monde que ces neuf experts regardent. Quelques faits massifs se répètent de l'une à l'autre de leurs contributions. Un monde dont les enjeux s'affirment comme d'eux-mêmes par l'acuité des crises et l'origine des conflits, la montée des richesses et la persistance de détresses, la conscience de son unicité et la valeur de ses diversités. C'est l'intégration de la démographie, de l'écologie, de l'économie, dans des géographies où politiques et sociétés dialoguent la vie quotidienne.

**Ce qui les différencie**, c'est l'agriculture qu'ils observent. Voyant le même monde, chacun en tire pour la pluralité des agricultures, singulièrement pour les grandes cultures, des enseignements divers, parfois contradictoires, souvent pressants, toujours pertinents. Ils sont, en cela, l'expression des compétences qui font le mouvement de la société, y compris de la société se vivant comme marchés.

**Ce qui les distingue**, c'est l'angle de leur vision. La capacité de chacun à concevoir et décrire le lien entre des stratégies d'Etats, des intérêts d'acteurs économiques, des cultures de populations, des phénomènes dans la nature, et les faisceaux de décisions, prises ou à prendre, qui infléchiront de manière durable la relation de tous avec un patrimoine commun : les milieux que l'agriculture travaille.

**L'agriculture doit repenser ses interfaces avec ce monde**, avec ces mondes. Il lui appartient, au premier chef, de construire la vision de ses contributions à la réalisation du monde souhaitable qui émerge des aspirations autant que des contraintes. Il lui appartient de proposer ses engagements, d'éclairer ce faisant les choix de ceux dont les engagements, à leur tour, rendront plus ou moins possibles les contributions de l'agriculture.

C'est à cet échange que l'initiative de réunir ici neuf regards espère participer.

**Car il s'agit de passer à l'action.** Au nombre des évidences qui appellent des actes et dont les experts tracent ici les grands axes, quelques-unes s'imposeront.

**L'alimentation, d'abord.** Faillir à cette mission confirmerait, en effet, que l'alimentation est une arme, quand l'agriculture veut être un facteur de paix. L'objectif est réalisable. Il pourrait même être déjà réalisé : les données montrent des défauts de répartition plus que des contraintes de quantité. Même à terme. Mais au-delà des données, nourrir les perceptions. La puissance symbolique de la fonction alimentaire, gisement de valeur pour une agriculture productrice, aussi, de sens. Pour prendre en compte la diversité et la totalité des besoins de consommateurs qui, d'abord, sont des femmes et des hommes d'aujourd'hui, et leurs générations futures.

**L'environnement, ensuite.** L'agriculture est l'activité de son milieu naturel. La garante de la juste utilisation des ressources, du juste emploi des moyens. C'est-à-dire de l'efficacité économique comme, concomitamment, de la qualité écologique. Sans opposition entre l'une et l'autre. Continuer à progresser sur une voie où la réalité est déjà engagée. Mais très inégalement à la surface de la terre : la terre agricole mais aussi urbaine, ou sauvage, toujours vivante. La terre qui bénéficie de l'agriculture pour l'amélioration durable de ses équilibres internes. Et qui doit pouvoir en bénéficier davantage, en conciliant les impératifs dans une perspective dynamique, durable.

**La santé, par conséquent.** On semble n'en être qu'au début de la compréhension des mécanismes qui font du produit de l'agriculture une source naturelle de moyens et de méthodes de prévention et de soin. On voit la question de l'équilibre alimentaire dans sa double urgence de la carence et de l'excès. On ne fait que deviner tous les progrès possibles. Dans une vision intégrée de ce qui touche à l'aliment ingéré, au milieu intime de la vie quotidienne et aux questions mondiales du milieu naturel dans sa globalité, les trois niveaux d'une agriculture responsable, avec des industries alimentaires partenaires.

**La confiance, indispensable.** Les besoins urgents, les aspirations profondes et les désirs légitimes seront mieux satisfaits si les conditions du choix des réponses sont claires, les méthodes de la décision transparentes et les moyens de les réaliser assumés. L'agriculture est, en cela, semblable aux autres grands secteurs d'activité. L'écoute doit être plus visible, le dialogue plus manifeste, le débat plus ouvert. De la part de toutes les parties concernées, y compris des acteurs de l'agriculture, comme toutes parties prenantes de la même société.

**L'audace, nécessaire.** La complexité des situations qui en appellent à l'agriculture encourage à l'innovation. Les valeurs de fond qui demeurent essentielles pour l'agriculture, leur lien profond à la nature, aux cultures, aux civilisations et à l'espérance d'une vie meilleure, doivent se maintenir à l'œuvre dans la production des valeurs économiques, techniques, professionnelles et sociales que l'on en attend pour aujourd'hui et pour demain. L'audace consistera à ne renoncer à rien de ces essentiels pour réaliser l'ambition d'un avenir différent. L'audace de changer, d'accueillir, de susciter, de maîtriser le changement.

## Jean-François GLEIZES

### « L'agriculture réussira si elle répond aux attentes de la société »

*Jean-François Gleizes est Président de Passion Céréales. Il est agriculteur dans l'Aude près de Castelnaudary, président de la coopérative GCO et animateur de la filière blé dur française.*

« *Les entretiens grandes Cultures et Société* rassemblent neuf regards d'experts, neuf entretiens sur la question de la rencontre entre l'agriculteur et la société, la rencontre de deux mondes qui bougent.

Cette réflexion, bâtie en collaboration avec les autres organisations professionnelles, s'inscrit à la fois dans l'actualité et dans le futur. **En effet, nous avons souhaité nous projeter en 2030 pour comprendre d'une part quels sont les enjeux sociétaux à cet horizon et, d'autre part, comment le métier de producteur devait évoluer - c'est très important pour nous agriculteurs.** Aujourd'hui, la problématique agricole est clairement posée. D'ailleurs nos ministres européens se réunissent dans quelques jours\* pour poser les perspectives de la prochaine politique agricole commune.

Notre souhait, à travers cette initiative, est de repositionner l'agriculture comme source de solutions face à de multiples enjeux à venir : l'alimentation, l'environnement, l'énergie, l'économie... **Davantage de solutions que de polémiques**, en tout cas nous le souhaitons, et nous nous inscrivons délibérément dans cette voie.

Je souhaite que le recueil que vous allez découvrir au travers des témoignages de nos invités puisse être une contribution positive à la réflexion de nos décideurs.

Cette réflexion, que nous avons enrichie en échangeant avec neuf experts, doit continuer à se développer. **Je pense que l'agriculture ne réussira pas si elle ne répond pas demain aux attentes de la société, que ce soit en termes géopolitique ou en termes de gestion des ressources.** Elle a un challenge très fort qui se résume à comment **continuer à produire mieux et plus, sachant que les ressources sont comptées.**

Je terminerai en rappelant que la France a beaucoup d'atouts : **une recherche performante, des acteurs de production innovants, une organisation logistique de tout premier plan.** Elle peut **répondre à ces défis plus aisément qu'un pays qui n'aurait pas la même histoire agricole.** »

\* réunion informelle des ministres de l'agriculture européens ( Annecy , 21 - 23 septembre 2008)

## François EWALD

### « Agriculture : une position centrale et fondamentale »

*François EWALD est philosophe. Au Conservatoire national des arts et métiers, il est titulaire de la chaire d'assurances et dirige l'Ecole nationale d'assurances. Ses travaux portent sur les politiques du risque. Pour la période récente, il s'est particulièrement intéressé à la construction des politiques de « précaution » (cf. Le Principe de précaution, Que sais-je ?, PUF, 2001).*

« Le changement, auquel l'agriculture et les agriculteurs sont confrontés aujourd'hui, est un **changement profond dans la perception de l'agriculture et des agriculteurs**. Dans la période récente, la perception de l'agriculture en France a été à la fois une activité fondamentale et en même temps une activité devenue secondaire, presque marginale. Finalement, on considèrerait que les agriculteurs et l'agriculture, appartenaient peut-être à un monde passé, un monde d'ailleurs subventionné.

Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est au contraire, que nous avons le sentiment que cette activité agricole est centrale. Elle est décisive et fondamentale. **Nous vivons un moment de redécouverte de l'agriculture**. Elle est fondamentale parce que les agriculteurs français ont parfaitement réussi le programme d'après-guerre qui a été de nous libérer de la faim. Nous ne connaissons plus les famines, ni les restrictions. Mais en même temps, aujourd'hui, le problème de l'alimentation, de la famine se repose ailleurs dans le monde. Elle est centrale également, **car elle est au cœur de ce qui intéresse le plus nos sociétés aujourd'hui, en tous cas, dans leurs perceptions des problèmes entre nature et culture**. Nous constatons que l'agriculture est extrêmement sollicitée pour fournir une réponse adéquate à cette interrogation autour des problèmes d'environnement. Et elle est beaucoup plus centrale pour y répondre que l'industrie. C'est un peu la découverte que les agriculteurs français n'ont pas su anticiper : finalement **leur activité les met au centre de ce qui préoccupe la société**, non seulement du point de vue économique, non seulement du point de vue social, mais aussi du point de vue des débats sociétaux et philosophiques sur **les rapports nature-culture**.

Le problème aujourd'hui réside dans le fait que **nous avons à la fois une revendication, une exigence, une nouvelle vision** de l'agriculture **mais en même temps, l'agriculture n'apparaît pas claire**.

Nous ne savons plus ce qu'elle est car **elle se réfléchit parfois dans des vocabulaires industriels**. Elle met en œuvre des techniques, des technologies très avancées, très sophistiquées, sur lesquelles nous pouvons nous interroger sur les risques, c'est évidemment

le problème des OGM. **Elle n'est pas claire non plus car nous ne savons plus si l'agriculture est faite pour nourrir ou si elle est faite pour produire de l'énergie.** On nous apprend qu'il peut y avoir des conflits entre ces différentes missions.

Pour terminer, l'agriculture est passée de quelque chose qu'on oubliait à quelque chose qui redevient essentiel, où les agriculteurs doivent prendre la parole et expliquer ce qu'ils font. C'est en même temps une activité subsidiée par la PAC, longtemps en tout cas, et donc qui sollicite les contribuables français. **Les agriculteurs doivent maintenant prendre la parole pour expliquer aux contribuables ce qu'ils feront dans les années à venir dans leurs différents métiers et avec les différentes techniques qu'ils mobiliseront.** »

## Dominique MOÏSI

### « L'agriculteur devient un acteur stratégique »

*Dominique MOÏSI est politologue. A l'Université d'Harvard, il est titulaire de la chaire Relations internationales. Il est également conseiller spécial de l'IFRI (Institut français de relations internationales) après en avoir été le directeur adjoint. Spécialiste des relations internationales et du Moyen-Orient, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont le dernier, La géopolitique des émotions, paraîtra aux éditions Flammarion en septembre 2008.*

« Il est tout à fait nouveau pour moi de porter un regard sur l'agriculture du point de vue de la géopolitique. **La transformation du monde est en train de transformer le regard que nous portons sur l'agriculture et sur l'agriculteur.** Avec cette double idée que, **jusqu'il y a quelques années, l'agriculteur était à la fois perçu comme l'assisté de Bruxelles et le conservateur du patrimoine.** Soudain, avec l'entrée dans un monde que je caractérise comme plus complexe, plus diversifié en termes d'enjeux, dominé par **une évolution démographique** qui fera sans doute que nous serons 9 milliards d'habitants en 2050, par **une évolution géopolitique qui pose le problème majeur de la dépendance énergétique, qui lie sécurité et changement climatique, l'agriculteur devient en fait un acteur stratégique clé.**

Et dans ce contexte, il peut même être considéré comme une des cartes secrètes de la France. Face aux défis du monde contemporain, la France possède l'industrie nucléaire, le TGV, l'industrie de luxe et pourquoi pas aujourd'hui, ce qui est rare étant cher, l'agriculteur et la terre.

Trois points me semblent fondamentaux :

- le premier **est la complexification du monde.** Il me revient en tête une réflexion que je me suis faite lors du dernier forum économique mondial de Davos fin janvier 2008. Nous sommes alors en pleine crise des subprimes, qui vient d'éclater. La Société Générale révèle l'affaire Kerviel et il y a à Davos, une sorte de double réaction. Une sorte de joie cachée, secrète des industriels qui se tournent vers les financiers en leur disant : « vous voyez, votre virtualité vous condamne, notre réalité nous sauve ». Et d'une certaine manière, quoi de plus réel que l'agriculture et le rapport à la terre. Il me semble que, **moins on comprend le monde, plus il devient interdépendant et**



**totalemment imprévisible.** Je crois qu'il y a là une sorte de point de départ qui me paraît essentiel à ma réflexion géopolitique.

- Le deuxième point réside **dans la responsabilité démographique de l'agriculteur** : comment nourrir 9 milliards d'habitants quand on sait que les populations nombreuses seront dans les zones où l'eau et les terres fertiles sont les plus rares, comme on le voit dans les projections des Nations Unies en 2050.
- Le troisième **concerne la problématique énergétique.** Aujourd'hui, qu'est ce qu'une énergie propre ? Je dirais que c'est une énergie, non seulement qui pollue le moins possible la planète, mais c'est aussi une énergie qui rend le plus indépendant possible les régimes démocratiques des régimes qui ne le sont pas. C'est donc l'évolution double de ce concept de propreté.

Ces données conduisent à une relégitimisation et une recentralisation du rôle de l'agriculture et de l'agriculteur. Cela doit leur permettre d'aborder Bruxelles et la redéfinition de la politique agricole commune dans une position de force et non de faiblesse, pour peu qu'ils soient conscients de leurs positions nouvelles et l'expriment avec modestie.

## Jean VIARD

### « Passer du monde rural au monde durable »

*Jean VIARD est sociologue, économiste et politologue. Il est Directeur de recherche CNRS à Sciences Politiques (Cevipof). Spécialiste des relations ville-campagne et agriculture-nature, il est l'auteur de Lettre aux paysans (et aux autres) sur un monde durable paru aux Editions de l'Aube en 2008.*

La société est en attente d'un changement sur de nombreux sujets agricoles. Depuis une vingtaine d'années, la question agricole se résumait à des problèmes : la vache folle, la PAC, les pollutions, etc. D'un coup, les questions agricoles peuvent devenir une solution. Il y a une attente de la société sur ces questions.

Le problème n'est pas l'agriculture durable, c'est l'agriculture dans un monde durable. C'est-à-dire comment l'agriculture, dans un monde qui se pose des questions durables, devient un acteur de confiance, parce qu'elle est au cœur du savoir de la production, de ce qui se renouvelle et de la gestion de la rareté. Ainsi, en considérant ces dernières notions, **comment construire un pacte de confiance d'un monde durable avec l'agriculture, mais pas forcément avec l'agriculture que l'on connaît aujourd'hui.**

Je voulais parler aussi du contexte, des émeutes de la faim, du prix du pétrole, des 9 milliards d'hommes à venir. Cela entraîne à la fois des sentiments d'urgence, des attentes de la société et des contradictions : 9 milliards d'hommes à nourrir d'une part et l'exigence d'une agriculture écologique d'autre part, cela peut être contradictoire. **Ne croyons donc pas qu'il y ait harmonie de tous ces systèmes.**

Quand on pense agriculture en France, on pense rural, on pense mairie, IIIe République, Sénat, téléphone direct de Jacques Chirac... tout un ensemble de choses qui forment le pathos ruralo-français. La question aujourd'hui est : **comment met-on l'agriculture dans le monde vert**, comment pense-t-on monde vert, comment pense-t-on monde renouvelable, comment pense-t-on cols verts par extension aux cols bleus et cols blancs ? Car entre une personne qui cherche à trouver de l'énergie dans le vent, qui travaille sur le soleil, qui travaille sur la biomasse et qui plante des carottes, il y a un ensemble qui, à un moment, va rentrer dans le même monde. Et ce ne sera plus la question du rural. **Et comment les structures agricoles préparent-elles la création de ce monde vert transversal ?** Pour moi la question est importante. La société est sensible à tous ces enjeux et elle **est en attente.**

**Ce qu'il nous manque, ce sont des passeurs. Il n'y a pas de passeurs.** Il n'y a pas de discours politique fort ce sur ces points. Nous sommes ce matin avec une partie dynamique du milieu agricole, mais on sait très bien qu'une grosse partie des organisations professionnelles est immobilisée dans ses traditions. **Il n'y a pas un mouvement de renouvellement très fort.** Rappelons-nous que les deux grandes mutations du monde agricole ont été faites après la commune de Paris - il y avait une urgence politique – et en 1963, où il y avait le gaullisme et les jeunes agricultrices catholiques qui voulaient changer leur mode de vie. **Il y avait donc un couple de changement social. Aujourd'hui ce couple là n'est pas encore existant.** Le gros problème c'est qu'on ne sait pas comment tout ça va évoluer. Je pense qu'après Jules Méline, après Edgard Pisani, il nous manque un grand politique, sur ces questions.

Dernière chose, ce ne seront pas forcément les agriculteurs qui porteront ce changement. Car la question de l'agriculture, ce n'est pas la question des agriculteurs, c'est comment rentre-t-on dans un monde durable ? Sur ce point, la société ne tergiverse pas. **Alors, nos 400 000 agriculteurs, vont-ils être capables de s'adapter à ce changement ? S'ils ne sont pas capables, ils deviendront propriétaires fonciers, les villes produiront des gens compétents pour le faire.** Les pays du sud qui sont riches mais qui n'ont pas de terres peuvent acheter les terres des pays riches. On peut très bien avoir le bassin parisien racheté par Dubaï. Cela ferait un placement intéressant ! On ferait travailler dessus des jeunes des villes formés dans des écoles agricoles et les agriculteurs se retireraient à Neuilly. Tout ça est possible, tout ça n'est pas écrit. **L'avenir des agriculteurs qu'on connaît n'est pas garanti s'ils ne deviennent pas des acteurs du pacte qu'il faut construire.**

## Pierre RADANNE

« L'enjeu du 21<sup>ème</sup> siècle sera d'optimiser la gestion de la ressource »

*Pierre RADANNE est président de Futur Facteur 4. Spécialiste des questions d'énergie et d'environnement, il a été président de l'ADEME jusqu'en 2002. Auteur de L'Energie dans l'économie en 1988, il publie en 2005 Energies de ton siècle ! Des crises à la mutation.*

La population mondiale va augmenter de moitié, et entraîner un doublement des besoins alimentaires dans les cinquante ans à venir. Un milliard d'habitants mangent aujourd'hui très mal, 3 milliards ont des insuffisances ou des carences, le doublement de la population attendu en 2050 est donc un rendez-vous très important.

Par ailleurs, alors que l'industrialisation n'avait jusqu'à présent concerné qu'un milliard d'habitants - en Europe, en Amérique du nord et ex-URSS -, **ce sont aujourd'hui trois milliards d'habitants qui sont concernés**. C'est ici la cause fondamentale de l'augmentation récente des prix agricoles, de ceux de l'énergie et d'une série de matières premières. Ce changement a une grande importance par rapport au monde agricole.

Le monde agricole a extrêmement mal vécu le désamour de la société lié aux surcapacités, à la surproduction. La surproduction est quelque chose de profondément négatif. Elle enlève tout son sens au métier de producteur. Pire, elle tient même le monde agricole pour responsable de ses excès. Le discours devient terriblement brouillé. **Aujourd'hui nous sommes sortis de cette surcapacité, et le débat de la société est donnez nous à manger**. La question s'inverse. **Cette demande de la société vis-à-vis de l'agriculture au plan mondial est une opportunité**. Elle est une opportunité parce qu'elle nous donne à voir, à lire, à décrypter ce siècle.

Quelle sera la question fondamentale du 21<sup>ème</sup> siècle ? La question du 21<sup>ème</sup> siècle va être très différente des questions du 19<sup>ème</sup> et du 20<sup>ème</sup> siècle. Au 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> la question était : *la science et la technique peuvent-elles améliorer la vie ?* Et l'agriculture a participé à ce travail de modernisation. La question du 21<sup>ème</sup> siècle est assez déroutante : nous serons nombreux, neuf milliards, tous voudrons bien vivre, les ressources sont limitées et la charge sur l'environnement est déjà excessive. Quelle sera la valeur fondamentale 21<sup>ème</sup> siècle ? Au sens économique et au sens moral, les deux se rejoignent, **la valeur sera l'optimisation de l'utilisation des ressources. Faire que chaque gramme de matière première, d'énergie mais aussi de ressources biologiques soit utilisé au mieux. C'est ça qui va assurer la paix sociale et la paix tout court.**

Sur cette base là, je voudrais appeler à penser globalement l'activité biologique de la planète. **L'activité biologique de la planète recouvre l'alimentation, les matériaux, les fibres, les productions d'énergie - le bois de feu constitue 57 % de l'énergie consommée en Afrique - de biocarburants, avec en toile de fond le débat de la protection des espèces et des espaces qui pose la question de la biodiversité.** Il y a une énorme optimisation à trouver. Et il faut penser l'activité biologique de la planète avec une vision du futur qui doit être claire : nos enfants fêteront autour de 2060 la fin de la croissance démographique humaine, et cela sera un événement considérable. La population aura été multipliée par 10 entre 1800 et 2060. La question qui va se poser, aux générations qui viennent, c'est **Est-ce que l'humanité est capable de vivre en couple correctement avec sa planète ? Saura-t-elle faire en sorte d'entretenir la planète sur laquelle elle vit ? C'est cette vision de l'ensemble de l'activité biologique de la planète et de l'agriculture qui est fondamentale et qui nous réunit ici.**

## Jean-Robert PITTE

### « Nous avons la capacité de nourrir 10 milliards d'individus »

*Jean-Robert PITTE est géographe. Professeur de géographie à l'Université Paris-Sorbonne, il est membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, dans la section Histoire et géographie. Spécialiste du paysage et de la gastronomie, il est vice-président de la Société de géographie et co-directeur scientifique du Festival international de géographie (FIG). Il a été, de 2003 à 2008, président de l'Université de Paris IV. Il préside la mission du Patrimoine alimentaire français qui prépare le dossier qui sera déposé en 2009 auprès de l'Unesco.*

« Mon regard de géographe m'amène d'abord à constater que le demi-siècle écoulé a **définitivement montré qu'il est possible de nourrir 10 milliards d'hommes à la surface de la terre**. Nous sommes aujourd'hui 6,5 milliards alors qu'il y a une quarantaine d'années, certains nous alertaient déjà sur le fait qu'on ne pourrait pas en nourrir 3 milliards. A l'époque, nous disposions de 2 300 kcal pour 3 milliards d'individus, nous en avons aujourd'hui 2 800 kcal pour 6,5 milliards alors que 2500 kcal suffisent.

Il est vrai qu'un milliard d'individus n'a pas suffisamment à manger, que quelques autres mangent très mal du fait de carences ou de suralimentation. Ce n'est pas parce que la planète ne peut pas les nourrir qu'un milliard d'habitants ne se nourrit pas assez, mais pour des raisons de géopolitique, d'organisation économique, de mauvaise gestion des ressources, de terres non cultivées. C'est donc davantage un problème politique, économique, logistique ou de solvabilité qu'un vrai problème environnemental. Il faut le dire, non pas pour tenir un discours optimiste et béat, **mais pour dire que l'humanité a entre les mains la capacité de vivre correctement à la surface de cette terre**.

Il est vrai que c'est un défi pour les 50 ans qui viennent. Mais pénétrons-nous de l'idée que c'est possible. Ne restons pas sur l'idée générale encore trop alarmiste, y compris dans le monde agricole, ne restons pas dans l'idéologie du club de Rome. **Le problème est celui d'inventer des techniques respectueuses d'un développement durable, et là encore nous en avons la capacité**. Je ne dis pas que tout est bien géré aujourd'hui, nous pouvons faire beaucoup mieux dans de nombreux domaines, nous en avons la capacité. Le tout est d'éduquer les agriculteurs, d'échanger les bonnes idées, et surtout ne pas se complaire dans un discours de culpabilisation.

L'autre vrai problème est celui de la qualité. La révolution agro-alimentaire de ce dernier demi-siècle est **une révolution quantitative, qualitative sur le plan de l'hygiène dans la**

**plupart des pays du monde, mais aussi une révolution de l'uniformisation.** Nous mangeons de plus en plus des produits identiques, uniformisés, stéréotypés et standardisés.

Ce demi-siècle a été celui d'un **enrichissement calorique** mais aussi celui **d'un appauvrissement culturel.** Je pense qu'on touche un des défis majeurs de la mondialisation, mais **nous avons aujourd'hui à répondre au défi de la diversité.** Serons-nous bientôt tous des clones ou allons-nous vers une plus grande diversité ? L'espèce humaine a besoin de cette diversité pour s'épanouir. **Mon métier de géographe se doit d'attirer les regards sur cette diversité.** En matière alimentaire, je pense qu'il est bien de pouvoir importer et de pouvoir exporter à condition que l'échange soit un enrichissement sur le plan culturel et économique.

Il faut repenser nos circuits d'échanges pour qu'ils consomment moins d'énergie mais également avec cette exigence d'enrichissement culturel. D'où le souhait de porter au patrimoine mondial de l'Unesco ce que nous avons ici dans nos assiettes et dans nos verres en France, **de façon à ce que la France joue un rôle central dans le fait de partager une alimentation à forte valeur culturelle.**

## Jean-Paul JAMET

### « La revanche de l'offre »

**Jean-Paul JAMET est agronome. Il est Secrétaire Général du C.N.P.A. (Centre National pour la Promotion des Produits Agricoles et Alimentaires). Il a occupé précédemment les fonctions de Directeur du CNIEL (Interprofession Laitière), Chargé de Mission à la Délégation à la Prospective (INRA), Directeur de l'ONIDOL (Interprofession des Oléagineux), et Chargé de Mission au Service Régional et Urbain du Commissariat Général du Plan.**

« Aujourd'hui l'offre est abondante certes, mais elle n'apparaît plus aussi facile à produire que par le passé. Le grand changement est là. La situation alimentaire mondiale n'est actuellement pas satisfaisante : 850 millions d'habitants sont confrontés à la faim, et 2 milliards d'individus ont une alimentation insuffisante ou souffrent de carences. **A horizon 2050, il faut donc multiplier la production alimentaire par deux, voire par trois**, si tout le monde devenait grand consommateur de produits carnés.

Actuellement, chaque année, deux fois moins de nouvelles terres sont mises en valeur que dans les années 70 ou 80. Par ailleurs, l'irrigation plafonne. Dans une bonne partie du monde les réseaux d'irrigation ne sont pas entretenus et multiplier la production agricole par 2 ou 3, impliquerait d'irriguer deux fois plus de terres que celles que nous irriguons actuellement.

**A moyen terme, un problème d'offre nécessitera une redéfinition de politiques agricoles ambitieuses aussi bien au niveau des pays en développement que des pays développés.** Il faudra naturellement tenir compte de la demande écologique. **L'agriculture hautement écologique évoquée par Michel Griffon est à inventer, et les agriculteurs devront surmonter des contradictions dans la demande : consommer moins d'énergie et moins de produit phytosanitaires, tout en produisant toujours autant. C'est ça le changement qui nous attend.**

Le deuxième point concerne l'Europe. En Europe, nous avons deux approches de l'agriculture un peu contradictoires :

- la tradition des pays du Nord qui acceptent l'idée de dépendre du reste de la terre, et notamment des pays en développement pour satisfaire l'alimentation européenne,
- et les pays latins ainsi que l'Allemagne, qui se placent davantage dans une tradition d'autosuffisance et qui font une nécessité stratégique de disposer de son alimentation et de son approvisionnement alimentaire.



Un des défis de l'Europe est de pouvoir résoudre le problème alimentaire de la zone européenne et euro-méditerranéenne. Dans ce défi, **les pays du nord de la méditerranée se doivent d'être volontaristes pour satisfaire à l'équilibre alimentaire du bassin méditerranéen.** »

## Jean-Pierre POULAIN

### « Une fenêtre d'opportunités pour le monde agricole »

Jean-Pierre POULAIN est sociologue et anthropologue de l'alimentation. Professeur des Universités, il enseigne à l'Université de Toulouse Le Mirail. Il est membre du CERTOP, Centre d'Etude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir, Unité Mixte de Recherche associée à l'Université Toulouse II - Le Mirail et au CNRS. Il est l'auteur de *l'homme le mangeur et l'animal, qui nourrit l'autre ?*, en 2007, et de *Sociologie de l'obésité* qui paraîtra en janvier 2009, PUF.

« Le concept de **durabilité** est en tension entre **deux grilles de lecture partiellement contradictoires**. La première grille de lecture privilégie **la responsabilité intergénérationnelle**, c'est-à-dire qui engage les **générations futures**. Par exemple, quelle planète va-t-on laisser à nos enfants ? Comment organiser un monde qui puisse nourrir 9 à 10 milliards d'habitants ? La deuxième responsabilité est **une responsabilité intragénérationnelle**, c'est-à-dire que nous **sommes riches à côté de gens qui sont pauvres** ou comment vivre en paix les uns avec les autres, avec le spectre de la guerre autour de l'alimentation pointant à l'horizon.

Il y a encore peu de temps, la grille de **lecture intergénérationnelle était dominante avec deux grands courants de pensée : la pensée écologique et la pensée économétrique**. Les grandes cultures produisaient en grande quantité, et vivaient comme une meurtrissure le discours sur la qualité et sur les cultures locales en matière d'alimentation. Avec la crise alimentaire récente, **l'acte de production s'est retrouvé revalorisé. Pour le monde agricole, il s'agit véritablement d'une fenêtre d'opportunités**.

Revenons alors à la deuxième grille de lecture, **la responsabilité intragénérationnelle**, qui remet en question le lien entre **l'organisation de la société, les méthodes de production agricoles et les modes de consommation**. On a pensé que ce lien était dépassé par la modernité. Aujourd'hui, **ce lien revient au centre des préoccupations**.

Pour conclure, trois idées pour accompagner le changement du monde agricole.

- **Tout d'abord la diversité** doit être perçue **comme une ressource** et non comme une contrainte, car elle permet de penser le local et le global. La diversité offre également le moyen de respecter l'une des fonctions de l'alimentation : **l'expression des identités culturelles**.
- La deuxième idée, c'est la **défense du patrimoine français** et des patrimoines en général.

- Dernière idée, comment déplacer, empêcher, **réduire les effets spéculatifs**. La spéculation est la partie la plus irrationnelle de l'économie. Elle est une des conséquences de la virtualisation grandissante de la relation au modèle de la durabilité. Pour les sociologues, ses effets provoquent des phénomènes d'amplification. Pris séparément, il n'y a pas de responsabilité. Un agriculteur peut décider de ne pas livrer son grain à la coopérative, s'il estime pouvoir le vendre un peu plus cher. S'ils sont nombreux à le faire, les effets peuvent avoir des conséquences extrêmement importantes. La limitation de la spéculation relève ainsi de la responsabilité intergénérationnelle et de la responsabilité intragénérationnelle. »

## Jean-Paul BETBEZE

### « Pour une stratégie de croissance avec l'agriculture »

*Jean-Paul BETBEZE est Chef économiste du Crédit Agricole et professeur à l'Université de Paris Panthéon-Assas. Il est membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier ministre et membre du Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables auprès du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Il est également Secrétaire du bureau de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM).*

« L'activité agricole représente **4% de la richesse nationale**. C'est un **excédent commercial de près de 11 milliards** (8,5 milliards en moyenne sur les dix dernières années), soit plus de 10% de nos exportations, à comparer à un déficit extérieur annuel qui approche 40 milliards. Quantitativement, ce sont aussi 450 000 exploitations et 3 000 entreprises agroalimentaires. C'est aussi plus **d'un million d'emplois** (en équivalent temps plein) dans l'agriculture et 550 000 dans les industries agro-alimentaires sur un total de plus de 25 millions, soit **5% de l'emploi français**.

L'agriculture est face à un nombre **croissant de défis à relever - quantitativement, qualitativement, économiquement et socialement - alors que dans le même temps elle voit sa rentabilité nette diminuer**. Cette équation amène une double question, de stratégie et de confiance :

- souhaite-t-on **développer notre agriculture**, qui est une **spécialisation économique à la fois compétitive et en expansion** ?
- les français hors du domaine agricole pensent-ils que **le monde agricole est conscient de ses responsabilités** quand il les nourrit ?

La réponse se veut être une double affirmation : **Oui, il faut développer l'activité agricole, si elle donne des preuves de son efficacité et de sa qualité, si elle est transparente dans ses choix et dans ses résultats.**

**Dans cette double affirmative, un pacte français avec sa branche agricole est possible :**

- un pacte qui **présente** mieux ce qu'est l'agriculture, ce qu'elle fait, implique et promet,
- un pacte qui passe par des **engagements mutuels**,
- un pacte qui est aussi celui **d'une révolution biotechnologique et servicielle**.

En étudiant les forces et les faiblesses des diverses branches de l'économie française et en prenant en compte les enjeux de croissance à moyen terme et leur apport géo-politique, **la branche agricole connaît actuellement une opportunité unique.**

**Personne ne demande une banalisation de l'agriculture,** car cela reviendrait à passer à côté de son caractère inéliminable : son rapport au vivant, avec ses spécificités et ses aléas

**Personne ne peut comprendre non plus une sorte de cantonnement,** au moment où de plus grands espaces sont à portée, des innovations à développer, des richesses à produire, des marchés à créer et conquérir. **La France ne dispose pas de tant de branches qui ont à la fois cette capacité technologique et organisationnelle de développement.** L'histoire économique nous montre aussi que les **fenêtres d'opportunité ne restent pas longtemps ouvertes** et que les phases de hausse de prix se corrigent brutalement, notamment dans l'agriculture.

**Personne ne pourrait comprendre non plus un manquement moral,** le monde agricole est celui de l'homme. Au moment où les pays émergents sortent de leurs difficultés et des millions d'êtres peuvent commencer à exister, personne ne comprendrait que l'agriculture française ne contribue pas à ce tournant de l'humanité.

## Michel GRIFFON

### « L'agriculture nourrira le monde, si... »

*Michel GRIFFON est agronome et économiste. Il est chercheur au Cirad et actuellement Directeur Général adjoint de l'Agence nationale de la recherche. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Nourrir la Planète paru en 2006 chez Odile Jacob.*

« La crise alimentaire de 2007 et 2008 **est la première crise alimentaire d'échelle mondiale, qui a sévèrement touché des villes des pays du Sud**, particulièrement en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et dans quelques capitales d'Asie.

Les causes immédiates de cette crise sont connues : **diminution des stocks mondiaux de céréales, croissance de la demande chinoise en matières premières, forte demande potentielle en biocarburants**. Cette croissance de la demande s'oppose à un **plafonnement des rendements dans les principales régions productrices de grains** (Union Européenne, Etats-Unis, Canada et Australie).

Les évènements de 2007 et 2008 se situent dans un décor plus large pouvant être résumé par la question suivante : **la planète pourra-t-elle alimenter de manière satisfaisante la population quand celle-ci plafonnera en 2050 ?** Tout dépend en fait, dans la consommation finale, de la part de viande qui sera consommée et produite à partir de grains. Un régime alimentaire à fort contenu en viande, comme dans les pays industriels, demande une grande quantité de terres et des rendements élevés. Un régime alimentaire plutôt fondé sur la consommation de végétaux nécessite moins de terres et moins de performances en termes de rendements.

Si la mondialisation continue à fonctionner comme un grand mécanisme permettant de redistribuer les revenus à l'échelle planétaire en éliminant la pauvreté et si les pays émergents consomment à la manière des pays industriels aujourd'hui, **l'accroissement des besoins en nourriture sera prodigieux, de l'ordre au moins du triplement en 50 ans**. Si, au contraire, les pays industriels plafonnent leur consommation et les pays en développement acceptent un standard satisfaisant, **l'accroissement des besoins sera vraisemblablement de l'ordre du doublement**.

Dans le même temps, un ensemble de contraintes écologique - eau, changement climatique, maintien de la biodiversité, ...- oblige à repenser les pratiques agricoles dans un contexte d'écosystèmes. **Il faut envisager une agriculture « écologiquement intensive ».**

Un véritable génie écologique sera nécessaire. Il ne sera possible qu'avec des politiques d'accompagnement. En Europe, ces politiques d'accompagnement pourront passer par :

- **Une sécurité de revenu pour les agriculteurs**, garantie par des subventions qui diminueront progressivement et par un système d'assurance approprié.
- **Une rémunération à l'agriculteur de la fourniture de services écologiques**. Ce financement pourrait être administré par les régions
- **Un investissement initial dans les infrastructures écologiques** telles que l'aménagement de bassins versants, la replantation des haies techniques, le réaménagement des parcelles et des chemins...

Dans tous les cas, l'Europe se doit d'assurer sa propre sécurité alimentaire, de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, de préserver la base productive de ses écosystèmes et de les adapter aux changements climatiques ».